

SRI LANKA

Les relations économiques entre l'UE et le Sri Lanka

Si l'Union européenne est perçue à Colombo comme un partenaire économique de second rang derrière les grandes économies asiatiques, sa présence demeure pourtant significative et structurante pour l'économie sri-lankaise. Premier partenaire commercial hors Asie, second marché d'exportation pour le textile, acteur-clé de la coopération au développement, et vecteur de normes, l'UE occupe une place intermédiaire, malgré une relative perte d'influence depuis le Brexit, le Royaume-Uni étant l'ancienne puissance coloniale au Sri Lanka. Néanmoins, son rôle reste contraint par la profondeur limitée de ses engagements financiers directs, par la prééminence des grandes puissances régionales et la méconnaissance de son action localement. L'UE dispose pourtant d'outils importants pour promouvoir ses intérêts, comme l'initiative Global Gateway, qui pourraient être mobilisée de manière plus ambitieuse sur des secteurs stratégiques. Le maintien de l'accès du Sri Lanka au SPG + ou de ce qui pourrait le remplacer à partir de 2028 seront déterminants à la fois pour l'économie sri-lankaise et l'influence européenne dans le pays.

I. **L'UE est un débouché essentiel ainsi qu'un pourvoyeur majeur de devises et de subventions pour l'économie sri-lankaise**

L'Union européenne est aujourd'hui le troisième partenaire commercial du Sri Lanka et représente un débouché essentiel pour le pays. En 2024, l'UE a importé 3,5 Mds EUR de biens et services sri-lankais, contre 1,5 Mds EUR d'exportations européennes vers le Sri Lanka. L'UE est ainsi le deuxième client du Sri Lanka, absorbant près du quart des exportations totales du pays, et pourrait devenir son premier débouché en raison des droits de douanes supplémentaires imposés par les Etats-Unis depuis août 2025. Cette relation repose sur une forte concentration sectorielle puisque le textile et l'habillement constituent plus de 80% des ventes vers l'Europe, suivis du thé et du caoutchouc. Depuis le Brexit, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la France sont les principaux clients du Sri Lanka au sein d'UE. Pour l'UE, le Sri Lanka est un partenaire commercial secondaire, représentant 0,1% de son commerce extérieur.

L'accès du Sri Lanka au régime spécial du Système de Préférences Généralisées (SPG+)¹ de l'UE est vital pour les exportations de produits textiles du pays. Le pays bénéficie du SPG+ depuis 2017, après en avoir été exclu en 2010 en raison de préoccupations de la Commission sur la situation des droits de l'Homme. Le système concerne environ 85% des exportations sri-lankaises vers l'UE et a permis au pays de préserver la compétitivité de son industrie textile² malgré la montée en puissance de concurrents asiatiques à coûts plus faibles. **Le SPG+ représente pour l'UE un précieux instrument d'influence normative au Sri Lanka**, qui lui permet de transformer son poids commercial en levier pour promouvoir ses normes politiques sociales et environnementales.

L'UE constitue une source majeure de recettes en devises pour le Sri Lanka, contribuant ainsi à améliorer sa balance des paiements. Les exportations de biens vers le marché européen représentent en effet un apport de devises significatif. Le tourisme en provenance de l'UE a retrouvé en 2024 son rôle moteur avec près de 400 000 visiteurs européens, soit la première source de touristes internationaux. Enfin, la diaspora sri-lankaise en Europe représente la deuxième source de transferts de fonds derrière le Golfe.

Les IDE européens sont significatifs, avec 9% du stock total environ soit le 5^{ème} investisseur au Sri Lanka, mais restent loin derrière les investissements directs chinois et indiens³. La sortie du Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale, a affaibli la présence économique de l'UE dans le pays⁴.

L'UE reste enfin l'un des principaux bailleurs de subventions avec une orientation désormais concentrée sur la durabilité économique et sociale. Une subvention de 8 M EUR a été accordée en septembre dernier pour lancer une initiative visant à favoriser une reprise économique durable grâce à une meilleure conservation de la biodiversité et une gestion améliorée des déchets solides. L'initiative BESPA-FOOD mise en œuvre par l'ONUDI soutient la filière coco avec un plan décennal destiné à transformer le secteur en un champion exportant pour 2 Mds USD. Le programme CIRCULAR⁵ doté de 15 M EUR cherche à réduire les pertes alimentaires et la consommation de plastique dans les chaînes de production. Le projet PLASTICS⁶ renforce la résilience des chaînes de valeur face au changement climatique et aux chocs économiques. Enfin, l'UE a engagé 7,5 M EUR dans le programme AICRSL⁷ qui vise à accroître la résilience de l'industrie sri-lankaise face aux impératifs climatiques. L'empreinte économique de l'UE, si elle reste moins visible que les grands projets d'infrastructures financés par Pékin ou New Delhi, s'exprime donc par un faisceau d'actions structurantes dont l'effet cumulatif est important⁸.

II. L'Union européenne pourrait s'affirmer comme une troisième voie entre l'Inde et la Chine en conciliant intérêts économiques et exigences normatives.

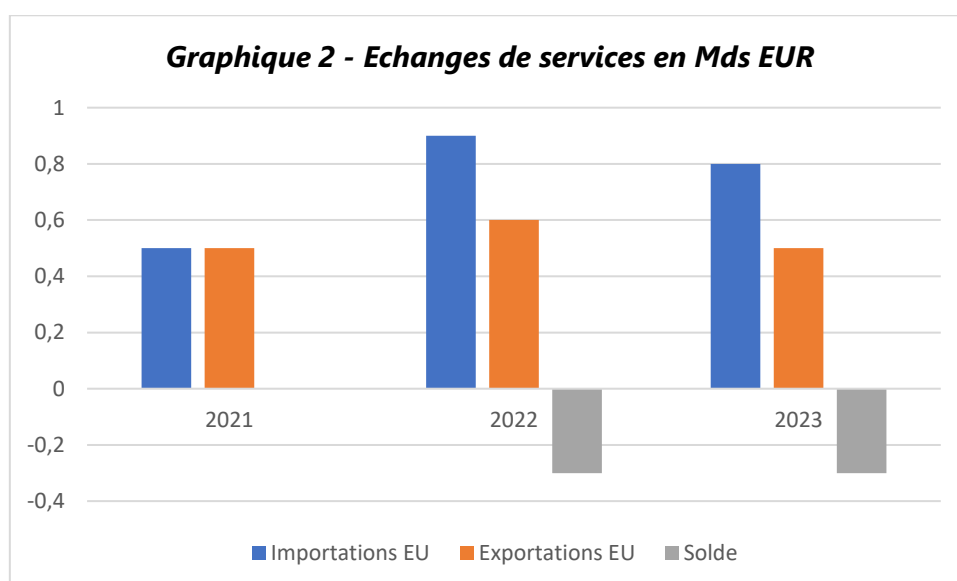
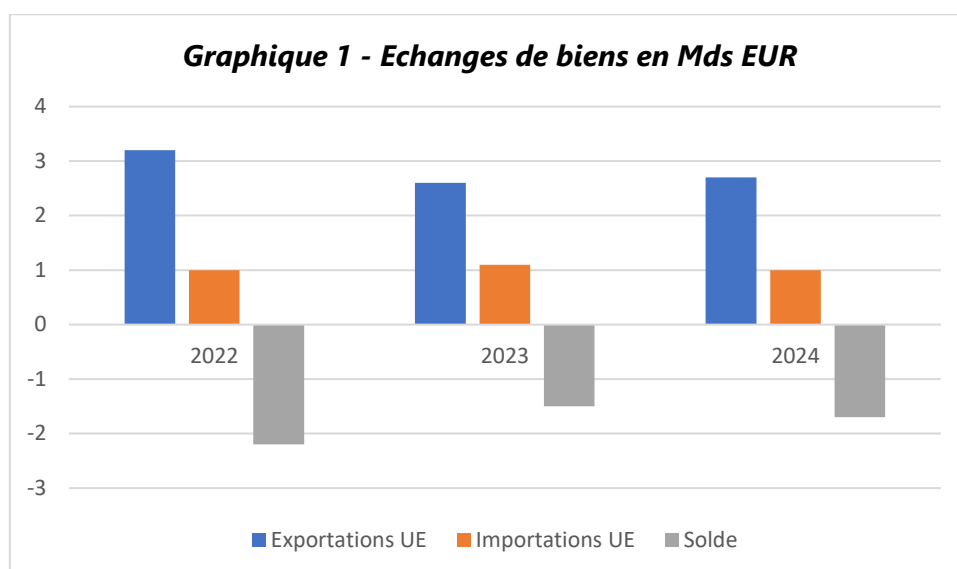
Le maintien de l'accès du Sri Lanka au SPG+ dépendra essentiellement du respect effectif de ses engagements internationaux en matière de droits de l'Homme. La question d'une éventuelle sortie du régime, qui se posera s'il était prorogé après 2027 ou la perte de l'accès préférentiel au marché européen, si ce n'était pas le cas, est cruciale : elle entraînerait un choc sévère pour le secteur textile, exposant le pays à une perte de compétitivité face au Bangladesh, au Vietnam ou au Cambodge. Le Sri Lanka devra déposer une nouvelle candidature pour bénéficier du dispositif envisagé pour succéder au SPG+. Le principal facteur de blocage pourrait résider dans le *Prevention of Terrorism Act (PTA)*, dont la révision amorcée par le gouvernement devra être considérée par la Commission comme compatible avec le respect des droits de l'Homme.

Les investissements européens au Sri Lanka dans le cadre de l'initiative Global Gateway pourraient assumer une dimension plus stratégique. En effet, la position stratégique du Sri Lanka au cœur de l'océan Indien et au croisement des principales routes maritimes mondiales en font un partenaire de choix pour les projets de connectivité. Les câbles sous-marins, les énergies renouvelables et les transports, notamment maritimes, sont des domaines dans lesquels l'UE dispose d'avantages comparatifs et qui pourraient faire l'objet d'investissements ou de financements prometteurs au Sri Lanka. La consolidation de l'ancrage européen passera par la démonstration de résultats concrets dans la mise en œuvre des programmes en cours et par une communication permettant de rendre son action plus lisible et identifiable afin de concurrencer l'Inde et la Chine, dont les financements sont rapides, visibles et politiquement décisifs.

L'UE pourrait se positionner comme une alternative alors que le Sri Lanka cherche à diversifier ses partenariats et à réduire sa dépendance bilatérale vis-à-vis de Pékin et de New Delhi. Pour y parvenir, elle devra évoluer sur une ligne de crête entre la volonté d'apparaître comme un partenaire efficace et attractif par rapport aux puissances concurrentes et ses exigences en matière de droits de l'Homme et de durabilité, qui constituent sa spécificité. Au-delà du choc économique que cela représenterait pour le Sri Lanka, son exclusion du programme SPG+ pourrait ainsi affaiblir le rôle économique de l'UE, en favorisant les échanges du pays avec les puissances régionales, moins regardantes sur les droits de l'Homme.

Le poids économique de l'UE au Sri Lanka est significatif en tant que débouché-clé pour les exportations de textile du pays et pourrait encore gagner en importance en raison des droits de douanes imposés par les Etats-Unis. La présence européenne demeure cependant secondaire dans les IDE, l'architecture financière et infrastructurelle du pays, en comparaison avec l'Inde et la Chine. L'UE dispose d'un espace pour s'affirmer face aux puissances régionales, à condition d'assumer une dimension plus stratégique à sa puissance économique, d'articuler ses exigences normatives avec une offre économique compétitive et durable et d'accroître la visibilité de son action. L'avenir dépendra autant des choix européens, notamment sur le SPG+ et l'engagement dans la Global Gateway, que de la trajectoire économique sri-lankaise qui déterminera l'intérêt des investisseurs et les nouveaux engagements financiers.

Annexe 1 – Echanges commerciaux entre l'UE et le Sri Lanka



¹ Le SPG + offre un accès au marché européen en franchise de droits pour plus de 66% des lignes tarifaires à des Etats dont les revenus sont trop élevés pour être éligibles au régime général du SPG, sous condition de bonne gouvernance dans le domaine de l'environnement, du droit du travail, de la gouvernance et des droits de l'Homme.

² Le secteur emploie près d'un million de travailleurs, majoritairement des femmes, et joue un rôle social majeur.

³ Fin 2023, le total des IDE en provenance de l'UE au Sri Lanka atteignait 1,4 Mds USD, contre 2,3 Mds USD pour l'Inde et 3,4 Mds USD pour la Chine.

⁴ Le Royaume-Uni reste un acteur stratégique au Sri Lanka, principalement dans la finance et par des investissements ciblés dans les secteurs stratégiques, même s'ils sont moins visibles que ceux de l'UE. Le RU représentait 11,5% du stock total d'IDE au Sri Lanka en 2024, soit le troisième investisseur après l'Inde et la Chine.

⁵ Mis en œuvre par Expertise France, la FAO et la GIZ.

⁶ Promoting Long Term Approaches for a Sustainable, Transformative and Inclusive Circular Economy in Sri Lanka

⁷ Accelerating Industry's Climate Response in Sri Lanka

⁸ L'UE a alloué dans son programme indicatif pluriannuel, 60 M EUR de subventions au Sri Lanka pour la période 2021-2024 et 32 M EUR supplémentaires pour la période 2025-2027. En plus de ces subventions, la BEI est également susceptible de financer des projets au Sri Lanka, comme un projet de traitement des eaux usées dans la région de Colombo pour 50 M EUR en 2017.